

20 000 travailleurs forcés d'Indochine oubliés par la France

Par Pierre Daum | Journaliste | 07/12/2009 | 15H59



C'est une première en France : jeudi 10 décembre, le maire d'Arles va rendre hommage aux travailleurs indochinois envoyés pendant la Seconde guerre mondiale en Camargue pour y travailler le sel et le riz. C'est grâce à eux, d'ailleurs, qu'il existe aujourd'hui du riz camarguais - ce que tout le monde ignore. Jeudi, en prononçant son discours en présence des dix derniers acteurs encore vivants de cette épisode historique, Hervé Schiavetti (PCF) deviendra le premier élu de la République à reconnaître officiellement cette page sombre du passé colonial de la France.

La patrie ou la prison

Septembre 1939, la France entre en guerre. Pour le gouvernement de la III^e République, il est naturel de piocher sans compter dans les réserves humaines des peuples colonisés afin de soutenir la patrie en difficulté. Ordre est donné à l'administration de l'Indochine de recruter dans chaque village un nombre déterminé d'hommes. Quelques volontaires se présentent, mais trop peu.

La règle devient alors la suivante : chaque famille qui compte au moins deux hommes en âge de partir (entre 18 et 45 ans) doit en fournir un à la France, sinon leur père sera envoyé en prison. 20 000 paysans sont ainsi recrutés, puis expédiés en fond de cale vers la métropole afin de servir non pas de soldats, mais d'ouvriers dans les usines d'armement.

Débarqués à Marseille, ces hommes passent leur première nuit sur le sol de la mère patrie... à la prison des Baumettes, qui vient d'être construite. Organisés en 73 compagnies de 250 hommes chacune, ils sont ensuite envoyés à travers l'Hexagone dans des établissements appartenant à la Défense nationale.

Location de main d'œuvre à bas prix

La défaite, en juin 1940, surprend tout le monde. Quelques milliers de ces travailleurs indochinois (appelés aussi ONS, pour « ouvriers non spécialisés ») sont rapatriés. Mais dès l'été 1941, la route maritime vers l'Extrême-Orient est coupée par la flotte britannique. 14 000 ONS indochinois se retrouvent bloqués en France pour toute la durée de la Seconde guerre mondiale, et même au-delà.

Le service de la main-d'œuvre indigène (M.O.I.1), qui gère ces hommes au sein du ministère du Travail, décide alors de louer cette main d'œuvre à des entreprises privées (usines de textiles, industries métallurgiques, scieries, exploitations agricoles...) qui le désirent, ou à des collectivités locales pour des travaux de voiries, d'assèchement de marais, de coupe de bois, etc...

L'employeur passe un contrat avec la M.O.I. et lui verse une somme correspondante au nombre d'ouvriers et de journées travaillées. Le prix est avantageux, puisque exempté de charges sociales. Pendant toutes ces années, la M.O.I. encaisse l'argent sans jamais le redistribuer aux travailleurs indochinois qui, mal nourris, mal logés et souvent mal traités, reçoivent des indemnités journalières équivalentes au dixième du salaire de l'ouvrier français de l'époque.

Un morceau d'histoire qui s'est volatilisé

Cette situation concerne toute la moitié sud de la France. De très grands camps de travailleurs indochinois voient en effet le jour à Marseille, Sorgues (Vaucluse), Agde (Hérault), Toulouse, Bergerac (Dordogne), Bordeaux et Vénissieux (Rhône). La Libération ne change pas grand-chose au système, et ce n'est qu'à partir de 1948 que les premiers rapatriements sont organisés. Les derniers ONS ne revoient leur pays qu'en 1952, après 12 années d'exil forcé. Un millier d'entre eux décident de rester en France.

Et après ? Plus rien. Du jour au lendemain, l'histoire de ces 20 000 hommes s'est volatilisée dans la mémoire des Français. En 1986, une étudiante de Nanterre rédige un mémoire de maîtrise sur ce sujet. Dix ans plus tard, Lê Huu Tho, interprète de la 35e compagnie, publie ses souvenirs sous le titre « Itinéraire d'un petit mandarin » (éditions L'Harmattan).

Moi-même, lorsque j'ai par hasard entendu parler de cette histoire, mon premier objectif a été de retrouver les derniers de ces hommes encore vivants, et de recueillir leur témoignage avant que cette mémoire orale ne disparaisse à jamais. J'ai parcouru la France et suis parti au Vietnam.

Après quatre années de recherche, j'avais recueilli 25 témoignages, 11 en France et 14 au Vietnam, que j'ai complété par de solides recherches archivistiques. Paru en mai dernier aux éditions Actes Sud, mon ouvrage, « Immigrés de force, les travailleurs indochinois en France (1939-1952) », lève enfin le voile sur cette page sombre de l'histoire coloniale.

Poussé par Lê Huu Tho, j'ai alors suggéré au maire d'Arles d'organiser un hommage à ces hommes. Entre 1941 et 1945, en effet, 1500 d'entre eux ont été envoyés en Camargue, les uns utilisés par Péchiney dans les salines autour de Salin de Giraud, les autres employés dans une vingtaine de mas, avec pour mission d'essayer de faire pousser du riz. Ils y sont parvenus, au-delà de toute espérance. Et ont apporté à cette région une fortune et une culture dont les Arlésiens profitent encore aujourd'hui.



Photo 1 : photo de Pahn Van Nhat prise à Phuc Yen (Tonkin), le 12 novembre 1939, au moment de son engagement. Crédit : Pham Van Nhat

Photo 2 : Camp Bao Dai à La Ferté (Saône et Loire). Le camp a été construit pour héberger les travailleurs envoyés couper le bois. Dans une baraque logeaient une soixantaine de travailleurs. Construites en bois, il y faisait froid, mais les hommes pouvaient se chauffer grâce à des poêles à bois. Crédit : Pham Van Nhat